



Communiqué de presse

Communications Nouveau-Brunswick

Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick

Message - On peut réagir contre l'intimidation (04/09/23)

NB 1048

le 23 septembre 2004

NOTE DE LA RÉDACTION : Voici un message de la présidente de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, Alanna Palmer, à la suite des rapports récents sur des actes d'intimidation et de violence à l'endroit de personnes handicapées.

FREDERICTON (CNB) - Mardi dernier, on rapportait dans les médias que des personnes handicapées avaient été victimes d'intimidation et d'agressions dans des autobus municipaux de Saint John.

Il est important que les gens sachent que l'intimidation et la violence sont inacceptables et qu'on peut faire quelque chose à ce sujet.

Les agressions doivent être signalées à la police. Les formes moins extrêmes de harcèlement, fondées sur un ou plusieurs des motifs énumérés dans la *Loi sur les droits de la personne*, doivent être signalées à la Commission des droits de la personne.

La procédure de traitement des plaintes en matière de droits de la personne est destinée à régler les conflits plutôt qu'à simplement punir les contrevenants. Par exemple, les victimes peuvent être indemnisées pour leurs dépenses et leur perte de revenu ainsi que pour préjudice moral et atteinte à leur dignité. Ce n'est pas le cas lorsqu'une personne est reconnue coupable d'agression.

Les fournisseurs de service doivent être au courant qu'ils ont la responsabilité de maintenir un environnement libre de harcèlement verbal et physique fondé sur les motifs énumérés dans la *Loi sur les droits de la personne*.

Ils doivent agir pour prévenir le harcèlement car ils sont responsables, sur le plan juridique, des gestes de leurs employés. En vertu de la *Loi sur les droits de la personne*, ils peuvent aussi être tenus responsables pour le harcèlement commis par des clients s'il est reconnu qu'ils auraient pu intervenir pour y mettre fin ou le prévenir, mais qu'ils ne l'ont pas fait.

Bien que la Commission mette de plus en plus l'accent sur la résolution rapide des plaintes en matière de droits de la personne, elle réalise que la promotion de l'égalité exige aussi des efforts de sensibilisation et de formation. Nous pouvons offrir des connaissances spécialisées et des ressources en formation pour promouvoir des environnements de travail et d'apprentissage où règne le respect.

Parmi nos priorités en matière de sensibilisation, nous visons à ce que les employeurs, les fournisseurs de service et les locateurs soient au courant de leur obligation de répondre aux besoins des personnes

handicapées de façon à éviter, si possible, les effets discriminatoires de leurs politiques. Nous désirons aussi faire en sorte que les gens d'affaires comprennent qu'il existe, en bout de ligne, des avantages à ce que leur environnement de travail soit diversifié et libre de tout harcèlement.

Comme la plupart des Néo-Brunswickois, nous sommes consternés par les rapports de ce genre. Les personnes handicapées ont le droit de participer pleinement à la société, et nous invitons tous les Néo-Brunswickois à collaborer pour surmonter les obstacles qui peuvent empêcher les personnes handicapées de vivre comme des citoyens et des citoyennes à part entière.

2004-09-23

Communications Nouveau-Brunswick
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité